

Unité Départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet I
Entrée Asturies - Bâtiment A
12 Avenue de Paris
62400 BETHUNE
Tél. : 03 21 63 69 00

Béthune, le **22 JUIN 2023**

ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'Inspection du 16 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR

Zone Industrielle de RUITZ
62620 RUITZ

Références : FW/MM EQUIPE 4-215-2023

Code AIOT : 0007003600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'Inspection réalisée le 16 mai 2023 dans l'établissement PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR implanté Zone Industrielle de RUITZ 62620 Ruitz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR
- Zone Industrielle de RUITZ 62620 RUITZ
- Code AIOT : 0007003600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société PLASTIC OMNIUM exploite des installations de fabrication et de mise en peinture de pièces plastiques pour automobiles, sur son site implanté à RUITZ.

La fabrication des pièces (principalement des pare-chocs) se fait par injection à partir de granulés de matière plastique. Les produits ainsi formés subissent un flammage avant application de peinture puis séchage en étuve.

Le site est équipé d'un oxydateur thermique pour traiter les rejets en composés organiques volatils (COV) issus des opérations de mise en peinture des pièces fabriquées.

La Société PLASTIC OMNIUM a été autorisée par Arrêté Préfectoral du 3 mai 2006 modifié par les arrêtés des 13 octobre 2008 et 06 juillet 2020.

Le site de RUITZ est soumis à Autorisation pour la rubrique :

- 3670 : Traitement de surface à l'aide de solvants organiques
- 2940-2 : Cabines de pulvérisation d'apprêts, peintures et vernis

Et à Enregistrement pour les rubriques suivantes :

- 2661-1 : Transformation de polymères
- 2663-2 : Stockage des produits finis

Le site est également soumis à la Directive I.E.D (directive sur les émissions industrielles), pour sa consommation de solvants.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'Inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06 juillet 2020 Article 20.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Article 16.1	/	Sans objet
2	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Article 17	/	Sans objet
3	Caractéristiques des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 06 juillet 2020 Article 20.1	/	Sans objet
5	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Article 21.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'Inspection du 16 mai 2023 conduite à l'occasion du contrôle inopiné des rejets atmosphériques diligentés par la DREAL, l'Inspection a constaté un dépassement de la valeur limite réglementaire d'émission pour le paramètre "monoxyde de carbone (CO)". Ce fait est susceptible de suite administrative si l'exploitant n'engage pas rapidement des mesures correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Article 16.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou la sécurité publique.
Constats : Le jour de la visite, aucune odeur incommode n'a été constatée par l'Inspection sur le site ou aux abords des installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Les cheminées doivent être en nombre aussi réduit que possible. Le débouché des cheminées doit avoir une direction verticale et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeau chinois...).Sur chaque canalisation de rejet doivent être prévus des points de prélèvements d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme NF X 44052. Ces points doivent être aménagés de manière à être accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : Le débouché de la cheminée de l'incinérateur ne comporte pas d'obstacle. Le point de rejet est équipé d'une trappe de prélèvement et une plateforme est aménagée qui permet une intervention dans de bonnes conditions de sécurité. Selon le rapport du laboratoire SOCOTEC, les conditions de prélèvement sont conformes.
Le contrôle des rejets s'est déroulé dans de bonnes conditions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Caractéristiques des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06 juillet 2020 Article 20.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le point de rejet de l'incinérateur satisfait aux caractéristiques suivantes : Hauteur minimale : 12 mètres Débit nominal: 30 750 Nm ³ /h Vitesse d'éjection minimale: 10 m/s
Constats : Selon le rapport de mesures SOCOTEC du 15 juin 2023 : <ul style="list-style-type: none">- La hauteur de la cheminée est de 15 mètres.- La vitesse au débouché est de 10,92 m/s.- Le débit mesuré lors des essais est de l'ordre de 24000 Nm³/h. Ces caractéristiques sont conformes aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06 juillet 2020 Article 20.2				
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet				
Prescription contrôlée : Les rejets atmosphériques issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none"> • à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; • à une teneur en O2 correspondant à la concentration mesurée. 				
Cheminée n°3 (incinérateur)				
	NOx (eq NO2)	CO	COV	CH4
Concentrations maximales (mg/m³)	100	100	20	50
Flux maximal (kg/h)	3	3	0,6	1,5
Constats : Les résultats des mesures réalisées le 16 mai 2023 par le laboratoire SOCOTEC sur les rejets de l'incinérateur, apparaissent ci-après:				
	NOx (eq NO2)	CO	COV	CH4
Concentrations maximales (mg/m³)	7,39	<u>565</u>	13,07	1,25
Flux maximal (kg/h)	0,17	<u>13,1</u>	0,3	0,29
Les valeurs limites en concentration et en flux ne sont pas respectés pour le paramètre CO (monoxyde de carbone). L'exploitant devra investiguer sur les causes de ce dépassement et mettre en place les mesures correctives nécessaires. Les mesures réalisées pour les autres paramètres respectent les valeurs limites réglementaires.				
Type de suites proposées : Susceptible de suites				
Proposition de suites : Sans objet				

N° 5 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Article 21.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan de gestion de solvants ainsi que les actions visant à réduire leur consommation sont transmis annuellement à l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Le plan de gestion de solvants (PGS) pour l'année 2022 a été fourni à l'Inspection conformément à la réglementation en vigueur. Le PGS fait état d'une consommation annuelle de 512 tonnes de solvants. Le flux annuel des émissions diffuses est estimé à 44 tonnes, soit environ 8,6 % de la quantité de solvants utilisée. Cette valeur respecte la limite de 20 % fixée à l'article 21.2 de l'Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet